



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la maintenance industrielle terrestre

**12^e base de soutien du Matériel
Antenne Section Achats Réactifs (ASAR)
Route du Camp - 36100 Neuvy-Pailloux**

ACTE D'ENGAGEMENT - CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (AE-CCP)

**Maintenance préventive, curative et étalonnage des équipements des
matériels de diagnostic et de contrôle
des véhicules et engins des armées.**

MARCHE DE DEFENSE OU DE SECURITE

*(Article L1113-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative
du code de la commande publique)*

**MARCHE PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE
AVEC PUBLICITE ET MISE EN CONCURRENCE**

*(Articles L2323-1, R2323-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire
du code de la commande publique)*

Montant maximum du marché : 224 000,00 € HT

Code fournisseur Chorus :

N° officiel du marché : 2025 32 01 à 2025 32 12

N° engagement juridique Chorus :

Imputation budgétaire : 162325-03349 (AT), R0028 (AAE), M0035 (MN)

Code CPV et libellé : 50532000-3 : services de réparation et d'entretien de machines d'appareils
électriques et de matériel connexe

Groupe marchandises : 37.02.10 : Maintenance équipements industriels

Numéro de consultation : NPX-2025-01

SOMMAIRE

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS	3
1.1 Acheteur	3
1.2 Titulaire.	4
Article 2 - OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
2.1 Objet	5
2.2 Pièces constitutives du marché	5
Article 3 - FORME DU MARCHE	5
Article 4 - LOTS	5
Article 5 - ETENDUE DU MARCHE ET CONTENU DES PRIX	6
Article 6 - EXECUTION DU MARCHE	6
6.1 Durée du marché et délai d'exécution	6
6.2 Lieux d'exécution et accès aux sites	6
Article 7 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	6
7.1 Obligations du titulaire	6
7.2 Constatation de l'exécution des prestations	7
Article 8 - PENALITES	8
Article 9 - REGIME FINANCIER	8
9.1 Variation des prix	8
9.2 Informations comptables	9
9.3 Modalités de facturation	9
9.4 Délai de paiement	10
Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES	10
10.1 Assurances	10
10.2 Changement affectant le titulaire	11
10.3 Résiliation	11
10.4 Litiges et contentieux	11
Article 11 - SIGNATURES	12
11.1 Le titulaire	12
11.2 Le pouvoir adjudicateur	12
Article 12 - NOTIFICATION	13
Article 13 - ANNEXES	13

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS

1.1 Acheteur

Ministère des Armées
Service de la Maintenance Industrielle Terrestre (SMITer)

12^e base de soutien du Matériel (BSMAT) – Neuvy-Pailloux
Antenne SAR
Quartier IG MARECHAL
Route du Camp
36100 NEUVY-PAILLOUX

SIRET : 130 008 733 00011
CODE APE : 8422Z Défense
NIC : FR75 130 008 133

Pouvoir Adjudicateur :

Le Ministère des Armées représenté par le colonel Pierre FONTAINE, commandant la 12^e base de soutien du Matériel.

Pouvoir adjudicateur par arrêté du 22 juin 2007, nommé personne signataire des marchés publics et des accords-cadres n'appartenant pas à l'administration centrale signataire des marchés publics et des accords-cadres au ministère des Armées - version consolidée du 1^{er} janvier 2022.

Responsable marchés :

Madame Cécile TROUVÉ
Courriel : cecile.trouve@intradef.gouv.fr

Rédacteurs :

Madame Christine PROST
Courriel : christine.prost@intradef.gouv.fr

Monsieur Jean-François PACE
Courriel : jean-francois.pace@intradef.gouv.fr

Correspondant technique :

Monsieur GILBERT Henri
Courriel : Henri.gilbert@intradef.gouv.fr

1.2 Titulaire.

Le signataire, le mandataire, les membres du groupement (*compléter un tableau par cocontractant*):

Nom, prénom et qualité du signataire :	
Adresse professionnelle :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Courriel :	
(¹) agissant pour mon compte (¹) agissant pour le compte de la société (indiquer SA, SARL, ...)	
Raison sociale :	
Domicilié à :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Courriel pour l'envoi des bons de commande :	
Courriel administration de la société :	
Dont le siège social est situé à :	
Téléphone :	
Télécopie :	
N° Siret :	
Code APE :	
PME – PMI telles que définies à l'article R.2151-13 du code de la commande publique	OUI - NON (¹)

Compte ouvert au nom de :

Domiciliation :

Code banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

(¹) Barrer la mention inutile

Article 2 - OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 *Objet*

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive annuelle, curative et l'étalonnage des équipements de contrôle utilisés lors des maintenances de différents véhicules terrestres en service dans les forces armées (armée de terre, armée de l'air et de l'espace, marine nationale). Les équipements concernés par ce marché sont les suivants : règles-phares, bancs de freinage, plaques de ripage, bancs de géométrie et décéléromètres

2.2 *Pièces constitutives du marché*

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- le présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE-CCP) ;
- l'annexe 1 : table de prix (par lot) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) référencé N° SMITer-2024-F-P4-02 et ses deux annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Article 3 - FORME DU MARCHE

Ce contrat est un marché à procédure adaptée (MAPA) de défense ou de sécurité, mono attributaire, alloti, à bons de commandes.

Il comprend l'entretien et l'étalonnage annuels de certains équipements (maintenance préventive) qui seront fermes et la maintenance curative qui sera activée au besoin.

Article 4 - LOTS

Le présent marché comporte 12 lots de nature géographique.

Un soumissionnaire peut postuler à un seul lot, à plusieurs lots ou à la totalité des lots.

Il est demandé au candidat de rayer ci-dessous les lots sans objet, c'est-à dire ceux auxquels il ne postule pas.

- Lot 1 : région Aquitaine
- Lot 2 : région Bretagne
- Lot 3 : région Normandie
- Lot 4 : région Corse
- Lot 5 : région Bourgogne-Franche-Comté
- Lot 6 : région Auvergne Rhone alpes
- Lot 7 : région Ile de France
- Lot 8 : région Centre Val de Loire
- Lot 9 : région Haut de France
- Lot 10 : région Occitanie
- Lot 11 : région Provence-Alpes-Cote d'Azur
- Lot 12 : région Grand Est

Article 5 - ETENDUE DU MARCHE ET CONTENU DES PRIX

Valeur estimative du marché : 224 000,00 € HT maximum.

Date d'établissement des prix : elle correspond à la date de signature du contrat par le candidat.

Régime des prix : révisables annuellement.

Conformément aux attendus de prestations décrits dans le CCTP pour les étalonnages et les différentes maintenances, les prix sont réputés inclure également :

- les frais afférents à la récupération des pièces défectueuse remplacées dans le cadre des maintenances ;
- pour les décéléromètres étalonnés chez le titulaire, les frais d'enlèvement, d'emballage, de livraison, d'assurance, de stockage, de transport jusqu'au lieu de livraison.

L'unité monétaire appliquée est l'Euro.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Article 6 - EXECUTION DU MARCHE

6.1 *Durée du marché et délai d'exécution*

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification, reconductible une (1) fois.

Il sera prorogé, par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne puisse excéder vingt-quatre (24) mois.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

L'administration se réserve le droit de ne pas reconduire le marché. En cas de décision de non reconduction, le titulaire sera informé, par écrit signé de l'autorité signataire du marché, au minimum deux (2) mois avant la date anniversaire de notification

6.2 *Lieux d'exécution et accès aux sites*

Les maintenances auront lieu en France métropolitaine et Corse, aux adresses mentionnées sur les engagements juridiques (bons de commande), dans le respect des conditions prévues, et après prise de contact avec les correspondants locaux suivant les délais mentionnés dans le CCTP (EXI 1).

Les coordonnées des correspondants des sites sont fournies dans l'annexe 1 du CCTP.

Article 7 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

7.1 *Obligations du titulaire*

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité des clauses mentionnées dans le CCTP et à respecter les délais maximaux d'intervention indiqués dans ce dernier, quel que soit le lieu concerné.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de ce marché.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le titulaire se conforme scrupuleusement au règlement applicable aux visiteurs dans toute enceinte militaire.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'information confidentiels qui lui auraient été fournis.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire. Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les différents délais stipulés dans le CCTP. Ces derniers diffèrent selon la nature de l'intervention :

- pour l'étalonnage et la maintenance préventive : délais de prévenance, d'intervention et d'indisponibilité du matériel.

- pour la maintenance curative : délais de fourniture du devis, d'interventions.

A l'issue de toute maintenance, le titulaire remplit les documents demandés, fournit les certificats adéquats tels que précisé au CCTP. Il signale par écrit les éventuelles opérations de maintenance curative souhaitables et établit les devis correspondants dans les temps. Un bon de commande (BDC) doit impérativement être établi avant toute intervention. A défaut, il ne sera procédé à aucun paiement.

A la réception du BDC, le titulaire accusera obligatoirement réception à l'émetteur, par retour de mail.

Le titulaire s'engage à respecter les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

7.2 Constatation de l'exécution des prestations

Les tests de bon fonctionnement, opérations de vérification et d'acceptation se dérouleront conformément aux termes et exigences mentionnés dans le CCTP.

A l'issue de chaque intervention, un certificat de service fait (CSF) est établi selon le modèle figurant dans le CCTP et co-signé par le technicien et un des responsables de l'atelier.

En cas de contrôles insatisfaisants, la prestation sera refusée via le CSF également. Ce document mentionnera la raison du refus et le technicien fera part des objections au titulaire. Ce dernier devra alors intervenir à ses frais, sans dépasser le délai de trente (30) jours porté sur le bon de commande initial.

Dans le cadre du suivi qualité des fournisseurs, l'administration peut être amenée à évaluer les prestations fournies par le titulaire (délais d'intervention, litige(s) sur factures, anomalie(s) sur documents administratifs, etc.).

Article 8 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités.

➤ Pénalités pour retard :

Conformément à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations ou en cas de dépassement du délai de non acceptation de la prestation, le titulaire encourt des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 1\,000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en € HT

V = valeur des fournitures sur laquelle est calculée la pénalité

R = le nombre de jours de retard

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT du bon de commande.

Toute demande d'exonération de pénalités fait l'objet d'une décision signée du pouvoir adjudicateur ou de son délégataire.

Les pénalités dont le montant est manifestement dérisoire pourront ne pas être appliquées, sur décision de l'acheteur.

➤ Pénalités pour indisponibilité :

Celles-ci s'appliqueront selon la procédure décrite à l'article 14.2 du CCAG FCS. Elles sont applicables de plein droit. Les pénalités seront calculées en application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 30$$

Dans laquelle

P = le montant de la pénalité en euro HT

V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance (soit un prorata du montant du marché pour la maintenance préventive)

R = le nombre de jours de retard

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 30% de la valeur des prestations ou articles commandés. Les pénalités dont le montant est manifestement dérisoire pourront ne pas être appliquées, sur décision de l'acheteur.

Article 9 - REGIME FINANCIER

9.1 Variation des prix

Les prix proposés sont fermes et définitifs la première année du marché (12 mois à compter de la date de notification).

Pour la seconde année du marché (N+1), le titulaire a la possibilité d'ajuster les prix sur la base des tarifs initiaux qu'il applique à ce marché concernant les prestations et tarifs horaires de main d'œuvre en utilisant la formule d'indexation ci-dessous.

Le prix est révisable annuellement par application de la formule d'indexation suivante :

$$P = P_0 (\text{indice INSEE 1} / \text{indice INSEE 0})$$

Dans laquelle :

P= prix ajusté hors taxe remise déduite

Po= prix initial hors taxe figurant sur le tarif de base, remise déduite

INSEE 0 = valeur de l'indice INSEE à la date d'établissement du prix initial

INSEE 1 = valeur de l'indice INSEE en vigueur à la date d'établissement du prix ajusté.

Le coefficient obtenu ne comportera pas plus de trois (3) chiffres après la virgule.

Les valeurs des indices correspondant au secteur d'activité sont relevées sur le site internet de l'INSEE.

La proposition de révision de prix sera adressée au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois avant la date anniversaire de notification. Cependant, en l'absence de proposition de la part du titulaire dans le délai imparti, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas appliquer de révision de prix.

Il communiquera au pouvoir adjudicateur son nouveau prix unitaire hors taxe accompagné du relevé d'indice en cours.

L'accord du représentant du pouvoir adjudicateur sera requis préalablement à toute évolution de prix. A défaut, les factures seront rejetées.

Une fois obtenu l'accord du pouvoir adjudicateur, le nouveau barème des prix pourra être mis en oeuvre pour la facturation.

9.2 Informations comptables

Comptable assignataire des paiements :

Agent Comptable des Services Industriels de l'Armement (ACSIA)

Le Vendôme III – 11 rue du Rempart – 93196 Noisy-Le-Grand Cedex

9.3 Modalités de facturation

Mentions obligatoires sur chaque facture :

- le numéro de la commande de référence ainsi que le numéro du marché ;
- n° du service exécutant D1816JM078 ;
- la raison sociale du titulaire ;
- la forme juridique de la société ;
- le numéro d'identification de l'entreprise (SIRET ou INSEE et registre du commerce) ;
- la dénomination de la prestation telle qu'elle figure à la table de prix ainsi que son prix ;
- le compte bancaire ou postal identique à celui du contrat.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des factures par le service en charge de son paiement.

Adresse de facturation :

12^e BSMAT – Antenne SAR

A l'attention de « nom du correspondant administratif précisé sur chaque bon de commande »

Route du camp

36100 NEUVY-PAILLOUX

France

Transmission de la facture pour paiement :

Le titulaire envoie ses factures sous format électronique via le portail **Chorus Pro** (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

La dématérialisation des demandes de paiement est obligatoire pour toutes les entreprises françaises et étrangères.

Le titulaire doit préciser les informations suivantes lors de son dépôt de factures :

- Le code service exécutant (code SE) de la personne publique : D1816JM078 ;
- Le SIRET de l'Etat (destinataire Etat) : 110 002 011 00044 ;
- La référence de l'engagement juridique (numéro du bon de commande à 10 chiffres).

Le titulaire doit joindre à la facture le bon de commande correspondant aux prestations lors du dépôt sur Chorus Pro.

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

9.4 Délai de paiement

Le délai maximal laissé à l'administration pour procéder au paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou à compter de la date de constatation de la conformité des prestations réalisées si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Ce délai sera, le cas échéant, majoré d'un nombre de jours égal à celui apporté par le titulaire pour fournir les justificatifs complémentaires qui lui seraient demandés ou les factures en cas d'erreur ou d'omission. Les sommes payées après l'expiration de ce délai seront assorties d'intérêts moratoires.

Le défaut de versement des intérêts moratoires dans un délai de trente (30) jours à compter du jour de la date de mise en paiement du principal entraîne le versement d'intérêts moratoires complémentaires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses principales opérations de refinancement au 1er janvier et au 1er juillet, majoré de huit points ;

Une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros en cas de dépassement du délai global de paiement, se rajoutant au montant des intérêts moratoires dus, quel que soit leur montant ;

Possibilité de versement, sur présentation de justificatifs, d'indemnités complémentaires lorsque les frais de recouvrement encourus du fait du retard de paiement du débiteur sont supérieurs à l'indemnité forfaitaire (article 40 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013).

Le taux applicable à ces intérêts moratoires complémentaires est le taux d'intérêts moratoires d'origine majoré de 2 points.

Ces intérêts moratoires sont calculés sur le montant du principal, toutes taxes comprises, mais ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

La période à laquelle ces intérêts moratoires complémentaires s'appliquent commence le jour suivant la date de paiement du principal et se termine à la date de paiement de l'ensemble des intérêts moratoires.

Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurance.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer :

- à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

10.2 Changement affectant le titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

10.3 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2195-1 à L2195-6 du code de la commande publique.

10.4 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut-être saisi selon les modalités fixées par l'article R2197-1 du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends.

Le comité consultatif compétent est situé à BORDEAUX : CCIRA de BORDEAUX, 103 bis rue de Belleville, BP 952 33 063 BORDEAUX CEDEX.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de LIMOGES, 1 cours VERGNIAUD, 87 000 LIMOGES.

Article 11 - SIGNATURES

11.1 Le titulaire

Nom, Prénom du signataire (*)	Date	Signature et cachet de la société

L'offre relative au présent marché, passée selon la procédure adaptée avec publicité et mise en concurrence portant sur la fourniture de conteneurs maritimes usagés de 20 pieds type « Cargo Worthy » au profit de différents sites est valide pour une durée de 90 jours à compter de la date de signature.

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

11.2 Le pouvoir adjudicateur

Nom, Prénom, qualité	Date	Signature
Le colonel Pierre FONTAINE Commandant la 12 ^e base de soutien du Matériel Pouvoir adjudicateur délégué		

Article 12 - NOTIFICATION

Le présent marché est notifié via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

La date de notification correspond à la date de réception dématérialisée de l'accusé de réception du courrier de notification annexé au présent document.

Article 13 - ANNEXES

Une annexe « Table de prix » à renseigner pour chaque lot visé.

Lot 1 : Nouvelle-Aquitaine

Lot 2 : Bretagne

Lot 3 : Normandie

Lot 4 : Corse

Lot 5 : Bourgogne-Franche-Comté

Lot 6 : Auvergne-Rhône-Alpes

Lot 7 : Ile de France

Lot 8 : Centre Val de Loire

Lot 9 : Hauts-de-France

Lot 10 : Occitanie

Lot 11 : PACA

Lot 12 : Grand Est

Annexe 1

LOT NUMERO - TABLE DE PRIX (*rédiger une annexe par lot*)

Maintenance préventive, curative et étalonnage
des équipements des matériels
de diagnostic et de contrôle des véhicules et engins des armées

ITEM	Désignation	Montant HT	Montant TTC
1 (90%)	Forfait annuel : maintenance préventive des équipements et étalonnage des décéléromètres pour le lot concerné ^{(1) (2)} - (€/an)		
2 (10%)	Tarif horaire de la main d'œuvre pour une maintenance curative ⁽³⁾ - (€/h)		
	Forfait déplacement de la maintenance curative ⁽⁴⁾ - (€)		
	<i>Total ITEM 2 (€)</i>	0,00	0,00
TOTAL ITEMS 1 + 2		0,00	0,00

(1)

Le forfait maintenance annuelle préventive est global, indépendamment du nombre d'heures effectuées. Il inclut les pièces de rechange, les consommables, la rédaction / le remplissage de documents, la fourniture de certificats, le cas échéant.

(2)

Comprend les frais de déplacement (transport, restauration et hébergement), quel que soit le nombre d'intervenants, de véhicules utilisés et d'allers-retours effectués.

(3)

Le coût horaire sera calculé sur le nombre d'heures effectuées sur l'équipement, indépendamment du nombre d'ouvriers déployés sur le site.

(4)

Comprend la visite optionnelle de diagnostic, la rédaction / le remplissage de documents, le cas échéant, les frais de déplacement (transport, restauration, hébergement), quel que soit le site, le nombre de véhicules utilisés et d'allers-retours effectués.

Date Signature